



RÉISERBANN
d'Reiser Gemeng

de GEMENGEROT

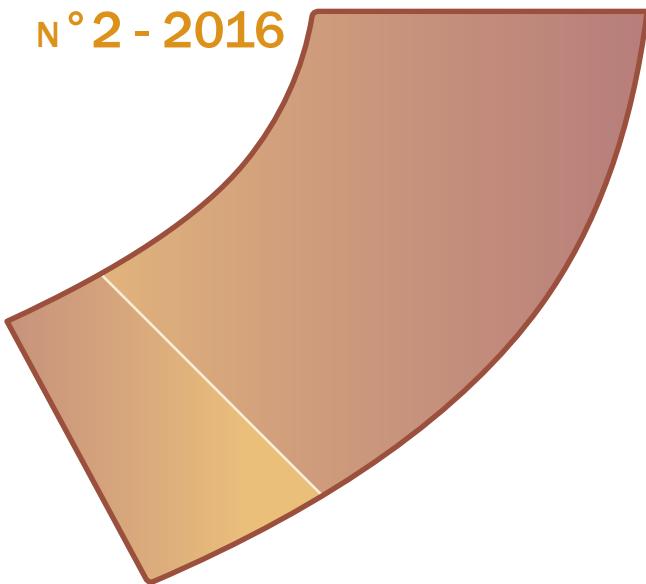
Januar
Februar

video.roeser.lu

N° 2 - 2016

Effentlech Sëtzungen
vun der
Réiser Gemeng

15. Februar



GEMENGEROT

3 Séance publique / Öffentliche Sitzung - 15.02.2016

„D'PARTEIEN HUNN D'WUERT“

17 LSAP Fraktioune

18 CSV Fraktioune

19 DP Fraktioune



T. Jungen
bourgmestre



M. Pesch-Dondelinger
échevin



R. Quintus-Schanen
échevin



E. Fisch
conseiller



E. Reding
conseiller



J.P. Reiter
conseiller



E. Strecker
conseiller



N. Brix
conseiller



P. Schumacher
conseiller



E. Berger
conseiller



S. Flammang
conseiller



*Le conseiller communal Pierre Schumacher fait usage de son droit de refuser la parution de sa photo dans toutes les publications communales.

Séance publique / Öffentliche Sitzung

15.02.2016



video.roeser.lu

Lorsque le vote n'est pas spécifié, la décision
a été prise à l'unanimité des voix.
Falls das Resultat der Abstimmung nicht
angegeben ist, ergab das Votum Einstimmigkeit.

La séance a lieu dans la salle des séances de la maison communale à Roeser. Elle débute à 15:00 heures et se termine à 17:06 heures. La séance est présidée par Monsieur Tom Jungen.

Die Sitzung findet im Sitzungssaal des Gemeindehauses in Roeser statt. Sie beginnt um 15:00 Uhr und endet um 17:06 Uhr. Den Vorsitz der Sitzung übernimmt Herr Tom Jungen.

Présences / Anwesende : Eugène Berger, Nadine Brix, Erny Fisch, Sandra Flammang, Tom Jungen, Marianne Pesch-Dondelinger, Renée Quintus-Schanen, Edy Reding, Jean-Paul Reiter, Erny Strecker.

Absences / Abwesende : Pierre Schumacher (excusé / entschuldigt).

1.1

Communications du collège échevinal

- Le plan pluriannuel de financement actualisé peut désormais être consulté sur la plateforme du conseil communal.
- La circulaire concernant le remboursement du congé politique de l'année 2015 a également été mise à disposition des conseillers sur la plateforme du conseil communal.
- Une entrevue du collège échevinal avec la direction générale de la Poste concernant la fermeture projetée du bureau de poste de Roeser aura lieu le 22 février prochain.
- Dans le cadre de la procédure de la re-fonte du plan d'aménagement général, 204 réclamations sont parvenues à l'administration communale endéans le délai. 1 réclamation a été introduite après expiration du délai. 173 réclamations concernent le PAG respectivement le PAG et le PAP-QE (projet d'aménagement particulier - quartiers existants). 30 réclamations concernent uniquement le PAP-QE et 1 réclamation se rapporte à la SUP (Stratégische Umweltprüfung).

173 personnes qui ont réclamé contre le PAG recevront dans les prochains jours une convocation pour une audition devant le collège échevinal. Les personnes qui ont réclamé contre le PAP-QE ne seront

1.1

Mitteilungen des Schöffenrats

- Die aktualisierte Version des mehrjährigen Finanzierungsplans kann ab sofort auf der Plattform des Gemeinderats eingesehen werden.
- Das Rundschreiben betreffend die Erstattung des Urlaubs für Politiker des Jahres 2015 steht den Gemeinderäten ebenfalls auf der Plattform des Gemeinderats zur Verfügung.
- Am 22. Februar 2016 findet eine Unterredung des Schöffenrats mit der Generaldirektion der Post betreffend die geplante Schließung des Postbüros in Roeser statt.
- Im Rahmen der Prozedur zur kompletten Erneuerung des allgemeinen Bebauungsplans der Gemeinde Roeser wurden 204 Beschwerden innerhalb der vorgesehenen Frist eingereicht. 1 Beschwerde erreichte die Verwaltung nach Ablauf der Frist. 173 Beschwerden betreffen den allgemeinen Bebauungsplan beziehungsweise den PAG und den PAP-QE (partieller Bebauungsplan - bestehende Siedlungen). 1 Beschwerde betrifft die SUP (Strategische Umweltprüfung).

173 Personen, welche gegen den allgemeinen Bebauungsplan reklamiert haben, erhalten in den nächsten Tagen eine Einladung zu einer Anhörung beim Schöffen-

pas auditionnées, car une audition n'est pas prévue par les dispositions de la loi concernant le PAP-QE. Ces réclamants recevront cependant un accusé de réception de leur réclamation.

Pour des raisons d'organisation, les auditions devront avoir lieu pendant les heures de travail de l'administration communale. Pour des raisons dûment justifiées, la date prévue pour une audition pourra éventuellement être changée, mais ces changements de dates devront rester exceptionnels pour permettre au collège échevinal d'auditionner tous les réclamants endéans le délai prévu par la loi.

rat. Die Personen, welche gegen den PAP-QE reklamiert haben, werden nicht angehört, da eine solche Anhörung nicht vom Gesetz vorgesehen ist. Diese Beschwerdesteller erhalten jedoch eine Empfangsbestätigung ihrer Beschwerde.

Aus organisatorischen Gründen, finden die Anhörungen während der Arbeitszeiten der Verwaltung statt. Das Datum für eine Anhörung kann verschoben werden, wenn ein wichtiger Grund vorliegt. Diese Datumsverschiebungen müssen jedoch die Ausnahme bleiben, da der Schöffenrat andernfalls seiner gesetzlichen Verpflichtung, alle Beschwerdesteller anzuhören, nicht innerhalb der vorgesehenen Frist nachkommen kann.

1.2

Information sur l'avenir du commissariat de proximité de Roeser

Comme suite à l'entrevue du 1^{er} février 2016 entre le ministre de la Sécurité intérieure, la secrétaire d'État à la Sécurité intérieure, les représentants du Syvicol et les bourgmestres des communes concernées par la proposition de réorganisation territoriale de la Police grand-ducale, le collège par la voix du bourgmestre rapporte l'essentiel de cette réunion et informe le conseil sur la réorganisation du commissariat de proximité de Roeser.

Lors de la réunion en question, les raisons pour les fermetures projetées de commissariats ont été expliquées. Selon les explications, un audit interne a démontré que de nombreux commissariats de proximité n'auraient pas assez de personnel pour suffire à leurs nombreuses tâches. En outre, les besoins de la population concernant la mobilité et la possibilité de faire des démarches administratives en ligne auraient changé. Ainsi de nombreux concitoyens préféreraient avoir un commissariat de Police sur leur chemin de travail respectivement au lieu de leur travail plutôt qu'au lieu de leur domicile. Finalement il a été souligné qu'à l'occasion de la fusion de la Police et de la Gendarmerie, de nombreux commissariats auraient été conservés sans analyse de leur efficacité et de leur utilité.

Selon les responsables, la réorganisation territoriale des commissariats de Police a pour but de permettre une présence accrue de policiers sur le terrain respectivement

1.2

Information über die Zukunft des Polizeikommissariats Roeser

Im Anschluss an die Unterredung vom 1. Februar 2016 zwischen dem Minister für innere Sicherheit, der Staatssekretärin für innere Sicherheit, den Vertretern des Syvicol und der Bürgermeister der vom Vorschlag der territorialen Reorganisation der großherzoglichen Polizei betroffenen Gemeinden, informiert der Schöffenrat, in der Person des Bürgermeisters, den Gemeinderat über diese Unterredung.

Anlässlich der besagten Unterredung wurden die Gründe für die geplanten Schließungen von Kommissariaten erklärt. Ein internes Audit hat ergeben, dass zahlreiche Kommissariate nicht über genügend Personal verfügten, um ihre zahlreichen Aufgaben zu erfüllen. Des Weiteren, hätten die Bedürfnisse der Bevölkerung betreffend die Mobilität und die Möglichkeiten, administrative Anfragen online zu erledigen, sich verändert. So würden viele Mitbürger es vorziehen, ein Kommissariat auf ihrem Arbeitsweg beziehungsweise an ihrer Arbeitsstelle aufzusuchen, anstelle eines Kommissariats an ihrem Wohnort. Schlussendlich habe man anlässlich der Fusion von Polizei und Gendarmerie zahlreiche Kommissariate übernommen, ohne ihre Nützlichkeit zu überprüfen.

Laut den Verantwortlichen soll die territoriale Reorganisation der Polizeikommissariate zu einer verbesserten Präsenz der Polizeibeamten auf den Einsatzgebieten führen. Die Direktion der Polizei hat sich verpflichtet, die Schöffenräte der betroffenen

d'améliorer la disponibilité du personnel. La direction de la Police a pris l'engagement de rencontrer les collèges échevinaux des communes concernées. L'entrevue avec les collèges de Roeser, Weiler-la-Tour et Frisange aura lieu le 3 mars 2016. Le Ministre a également souligné qu'aucun commissariat ne sera fermé à défaut d'accord du collège échevinal concerné.

Pour le moment, le collège échevinal ne voit pas en quoi la fermeture du commissariat de proximité de Roeser pourrait être une amélioration pour la commune. Pendant de longues années la commune était dépendante du commissariat de Bettembourg et a fait l'expérience que cette dépendance d'un commissariat installé dans une autre commune n'était pas satisfaisante. Voilà pourquoi les responsables de la commune de Roeser se sont battus pour avoir un commissariat de proximité sur le territoire du Roeserbann.

Au stade actuel, le collège échevinal ne peut donc pas imaginer être d'accord avec la fermeture projetée du commissariat de Roeser. Après l'entrevue avec la direction générale de la Police, le collège échevinal informera le conseil communal de ce qui a été retenu et le conseil communal décidera alors de la suite des actions dans ce dossier.

1.3

Questions écrites des conseillers

Néant.

2.1

Acte notarié - Acquisition par la Commune (terrain à Bivange, Mittelst Oicht)

Acte notarié établi par Me Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster concernant l'acquisition effectuée dans un but d'utilité publique pour intégration au domaine public communal et pour les besoins de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg :

Acte avec Monsieur et Madame Meysembourg-Trausch concernant l'acquisition d'une bande de terrain sise à Bivange, inscrite au cadastre de la commune de Roeser, section A de Bivange, au lieu-dit : « Mittelst Oicht », numéro 773/2594, contenant 5 ares 22 centiares. La vente a eu lieu moyennant le prix de 2.610,00 €.

Gemeinden anzuhören. Die Unterredung mit den Schöffenräten aus Roeser, Weiler zum Turm und Frisingen findet am 3. März 2016 statt. Der Minister hat ferner unterstrichen, dass kein Kommissariat geschlossen wird, wenn der betroffene Schöffenrat nicht damit einverstanden ist.

Im Moment kann der Schöffenrat keine Verbesserung in einer geplanten Schließung des Kommissariats Roeser erkennen. Die Gemeinde Roeser war lange Jahre abhängig vom Polizeikommissariat in Bettemburg und hat die Erfahrung gemacht, dass die Abhängigkeit von einem Kommissariat, welches sich in einer anderen Gemeinde befindet, nicht zufriedenstellend ist. Deshalb haben die Verantwortlichen in Roeser lange gekämpft, um ein Polizeikommissariat in der Gemeinde zu erhalten.

Zum aktuellen Zeitpunkt kann der Schöffenrat sich also nicht vorstellen, mit der Schließung des Kommissariats Roeser einverstanden zu sein. Nach der Unterredung mit der Direktion der Polizei wird der Schöffenrat den Gemeinderat informieren. Der Gemeinderat wird dann über die weiteren Schritte entscheiden.

1.3

Schriftliche Fragen der Gemeinderäte

Keine.

2.1

Notarielle Urkunde – Ankauf durch die Gemeinde (Gelände in Biwingen, Mittelst Oicht)

Notarielle Urkunde von Me Jean Seckler, Notar in Junglinster, betreffend einen Ankauf, welcher zu einem gemeinnützigem Zweck, nämlich der Integrierung in den öffentlichen Besitz von Geländen für die neue Eisenbahnlinie Luxembourg-Bettembourg, getätigkt wird:

Notarielle Urkunde mit Herrn und Frau Meysembourg-Trausch betreffend den Ankauf eines Geländestreifens, eingeschrieben im Kataster der Gemeinde Roeser, Sektion A von Biwingen, im Ort „Mittelst Oicht“, Nummer 773/2594 mit einer Fläche von 5 Ar und 22 Quadratmetern. Der Verkaufspreis beläuft sich auf 2.610,00 €.

2.2

Acte notarié - Acquisition par la Commune (maison à Roeser, Grand-rue)

Acte notarié établi par Me Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster concernant l'acquisition effectuée dans un but d'utilité publique, à savoir pour la création d'un ou plusieurs logements sociaux (rénovation et agrandissement de la maison existante pouvant englober une partie du jardin et développer une contenance totale de 6,75 ares ainsi que l'agrandissement du parking public existant sur le restant du terrain non accaparé par la création de logements sociaux :

Acte avec Madame Meiers-Ehlinger concernant l'acquisition d'une maison d'habitation avec place ainsi que toutes autres appartances et dépendances, le tout sis à Roeser, 41, Grand-Rue, inscrit au cadastre de la commune, section F de Roeser, sous le numéro 1282/406, contenant 15 ares. La vente a eu lieu moyennant le prix de 1.000.000. €. Le compromis de vente relatif à cette acquisition a été approuvé par le conseil communal de Roeser en sa séance du 9 novembre 2015.

3.0

Approbation de l'acte de la vente d'un terrain par les Fabriques d'église de Bettembourg et Abweiler, cure de Livange

Approbation de l'acte de vente n° 3170/2015 du 18 décembre 2015 passé auprès du notaire Blanche Moutrier concernant un terrain appartenant à la cure de Bettembourg, sur le territoire de la commune de Roeser, section C de Livange, à la société anonyme « Truck Service » (garage VOLVO).

Fait suite à la délibération du conseil du 5 octobre 2015 portant autorisation de la vente d'un terrain par les Fabriques d'église de Bettembourg et Abweiler, cure de Livange.

2.2

Notarielle Urkunde – Ankauf durch die Gemeinde (Haus in Roeser, Grand-rue)

Notarielle Urkunde von Me Jean Seckler, Notar in Junglinster, betreffend einen Ankauf, welcher zu gemeinnützigem Zweck, nämlich der Schaffung von einer oder mehreren Sozialwohnungen (Renovierung und Vergrößerung des bestehenden Hauses mit einem Teil des Gartens mit einer Fläche von 6,75 Ar), sowie der Vergrößerung des bestehenden Parkplatzes auf dem restlichen Gelände, welches nicht für die Sozialwohnungen gebraucht wird, getätigter wird:

Notarielle Urkunde mit Frau Meiers-Ehlinger betreffend den Ankauf eines Wohnhauses, mit Garten, gelegen in Roeser, 41, Grand-rue, eingeschrieben im Kataster der Gemeinde Roeser, Sektion F von Roeser, Nummer 1282/406 mit einer Fläche von 15 Ar. Der Verkaufspreis beläuft sich auf 1.000.000 €. Der Vorvertrag betreffend diesen Verkauf wurde am 9. November 2015 vom Gemeinderat genehmigt.

3.0

Genehmigung des Verkaufsaktes eines Geländes durch die Kirchenfabrik Bettemburg und Abweiler, Pfarrei Liwingen

Genehmigung der Verkaufsurkunde No 3170/2015 vom 18. Dezember 2015, welcher vor der Notarin Blanche Moutrier geschlossen wurde und ein Gelände betrifft, welches der Pfarrei von Bettembourg gehört und sich auf dem Gebiet der Gemeinde Roeser, Sektion C von Liwingen befindet. Ankäufer ist die Gesellschaft „Truck Service“ (Garage Volvo).

Genehmigung im Anschluss an den Beschluss vom 5. Oktober 2015, welcher den Verkauf des Geländes durch die Kirchenfabrik Bettemburg-Abweiler, Pfarrei Liwingen, erlaubte.

VOTE / ABSTIMMUNG

| Oui / Ja | Non / Nein | Abstention(s) / Enthaltung(en) |
|--|-------------|----------------------------------|
| Erny Fisch Tom Jungen Marianne Pesch-Dondelinger Renée Quintus-Schanen Edy Reding Jean-Paul Reiter Erny Strecker | Nadine Brix | Eugène Berger Sandra Flammang |

4.0

Convention ASFT pour l'année 2016 - Club Senior Eist Heem

La convention entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration, l'organisme gestionnaire et la commune de Roeser détermine la gestion du Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées « Eist Heem » de Berchem pour l'année 2016.

5.0

Conventions relatives à la plantation d'arbres

Il s'agit de quatre conventions concernant des projets de protection de la nature à réaliser en 2016 :

- Convention avec Monsieur Ado Kaufmann-Schlesser de Hellange relative à la plantation de 12 arbres à Peppange, lieu-dit « Auf dem Aecher ».
- Convention avec Monsieur Carlo Hubert de Roeser relative à la plantation de 2 arbres à Crauthem, lieu-dit « Bohnenfeld ».
- Convention avec Madame Marianne Pesch-Dondelinger de Crauthem relative à la plantation de 4 arbres à Crauthem, lieu-dit « An der Oicht ».
- Convention avec Monsieur et Madame May-Jakoby de Berdorf relative à la plantation de 1 arbre à Peppange, lieu-dit « In den Lehmen ».

Etant personnellement concernée par une des conventions, l'échevine Marianne Pesch-Dondelinger a quitté la séance lors du débat et du vote du point 5.0 de l'ordre du jour.

6.0

Conventions de droit de passage

Il s'agit de 6 conventions de droit de passage en rapport avec le projet d'assainissement de la commune, plus particulièrement la pose de collecteurs pour la localité de Bivange (phase 5) :

- Convention du 10 décembre 2015 avec Monsieur Thierry Linster et Monsieur Jean-Jacques Linster
- Convention du 10 décembre 2015 avec Madame Anne-Marie Reuter, Monsieur

4.0

ASFT Konvention für das Jahr 2016 - Club Senior Eist Heem

Die Konvention zwischen dem Familienministerium, dem Betreiber und der Gemeindeverwaltung regelt die Verwaltung der Seniorentagestätte „Eist Heem“ in Berchem für das Jahr 2016. Diese Konvention muss jährlich erneuert werden.

5.0

Konventionen betreffend Baumpflanzungen

Es handelt sich um 4 Konventionen betreffend Naturschutzprojekte, welche 2016 ausgeführt werden:

- Konvention mit Herrn Ado Kaufmann-Schlesser aus Hellingen betreffend die Pflanzung von 12 Bäumen in Peppingen, im Ort „Auf dem Aecher“.
- Konvention mit Herrn Carlo Hubert aus Roeser betreffend die Pflanzung von 2 Bäumen in Crauthem, im Ort „Bohnenfeld“.
- Konvention mit Frau Marianne Pesch-Dondelinger aus Crauthem betreffend die Pflanzung von 4 Bäumen in Crauthem, im Ort „An der Oicht“.
- Konvention mit Herrn und Frau May-Jakoby aus Berdorf betreffend die Pflanzung von 1 Baum in Peppingen, im Ort „In den Lehmen“.

Da sie persönlich betroffen ist durch eine der Konventionen, hat die Schöffin Marianne Pesch-Dondelinger die Versammlung während der Debatte und der Abstimmung über Punkt 5.0 der Tagesordnung verlassen.

6.0

Wegerechtkonventionen

Es handelt sich um 6 Konventionen zur Gewährung des Wegerechts, welche im Rahmen des Abwasserreinigungsprojektes der Gemeinde, insbesondere zur Aufstellung von Abscheidern in Biwingen (Phase 5), geschlossen wurden:

- Konvention vom 10. Dezember 2015 mit Herrn Thierry Linster und Herrn Jean-Jacques Linster
- Konvention vom 10. Dezember 2015 mit

Camille Reuter, Madame Christiane Reuter, Monsieur François Reuter et Monsieur Jean-Marc Reuter

- Convention du 10 décembre 2015 avec la Fabrique d'Église Bivange
- Convention du 10 décembre 2015 avec Monsieur Paul Kaysen
- Convention du 10 décembre 2015 avec Monsieur Ferdinand Meysembourg
- Convention du 10 décembre 2015 avec Monsieur Joseph Meysembourg

Frau Anne-Marie Reuter, Herrn Camille Reuter, Frau Christiane Reuter, Herrn François Reuter und Herrn Jean-Marc Reuter

- Konvention vom 10. Dezember 2015 mit der Kirchenfabrik Bwingen
- Konvention vom 10. Dezember 2015 mit Herrn Paul Kaysen
- Konvention vom 10. Dezember 2015 mit Herrn Ferdinand Meysembourg
- Konvention vom 10. Dezember 2015 mit Herrn Joseph Meysembourg

7.0

Partenariat de cours d'eau

« Bassin supérieur de l'Alzette » - Adhésion des communes de Kayl et de Mondercange

Le conseil communal de Kayl, par délibération du 19 novembre 2015, et le conseil communal de Mondercange, par délibération du 4 décembre 2015, se sont prononcés pour l'adhésion au partenariat de cours d'eau « Vallée supérieure de l'Alzette » au 1^{er} janvier 2016. Ces adhésions doivent obtenir l'aval des communes formant actuellement le partenariat, auquel la Commune de Roeser a adhéré en 2013.

7.0

Flusspartnerschaft des oberen Beckens

der Alzette – Beitritt der Gemeinden Kayl und Mondercange

Die Schöffenräte der Gemeinden Kayl, durch einen Beschluss vom 19. November 2015, und Mondercange, durch einen Beschluss vom 4. Dezember 2015, möchten der Flusspartnerschaft des oberen Beckens der Alzette ab dem 1. Januar 2016 beitreten. Diese Beiträge müssen von den bisherigen Mitgliedsgemeinden der Flusspartnerschaft genehmigt werden. Roeser ist im Jahr 2013 beigetreten.

8.1

Modification ponctuelle du PAG -

Extension au lieu-dit « Kliewerhecken » à Kockelscheuer

En application de l'article 108bis de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain le conseil communal a délibéré le 5 octobre 2015 sur le projet de modification ponctuelle du Plan d'Aménagement Général de la Commune de Roeser (PAG) prévoyant l'extension de la zone d'activités Parc Luxite en vue de l'aménagement d'un bassin de rétention.

En application de l'article 14 le projet avec les avis des instances compétentes est soumis au conseil communal pour approbation du projet dans sa forme originale ou en le modifiant sur base des avis émis.

8.1

Punktuelle Abänderung der Allgemeinen

Bebauungspläne – Erweiterung im Ort „Kliewenhecken“ in Kockelscheuer

Gemäss Artikel 108bis des modifizierten Gesetzes vom 19. Juli 2004 betreffend die kommunale Gestaltung und urbane Entwicklung, hat der Gemeinderat am 5. Oktober 2015 über das Projekt der punktuellen Abänderung des Allgemeinen Bebauungsplans der Gemeinde Roeser abgestimmt. Das Projekt sieht eine Erweiterung der Aktivitätszone Parc Luxite vor um ein Rückhaltebecken einzrichten zu können.

Gemäss Artikel 14 muss das Projekt, gemeinsam mit den Gutachten der verantwortlichen Instanzen dem Gemeinderat zur Genehmigung in seiner ursprünglichen Form oder in einer gemäss den Gutachten modifizierten Form vorgelegt werden.

8.2

Plan d'aménagement particulier à Peppange – lieu-dit « Kräizstrachen » (Modification)

Modification du plan d'aménagement particulier concernant des fonds sis à Peppange (lieu-dit Kräizstrachen), présenté par le bureau d'urbanisme Espace et Paysages d'Esch-sur-Alzette pour le compte de Monsieur Paul Schiltz.

Le projet soumis a été amendé sur base des observations figurant dans l'avis de la Cellule d'évaluation de la Commission d'aménagement du 15 octobre 2015. En application de l'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain le projet doit être soumis au vote définitif du conseil communal.

8.2

Partieller Bebauungsplan in Peppingen, Ort „Kräizstrachen“ (Abänderung)

Abänderung des partiellen Bebauungsplans betreffend ein Gelände in Peppingen (Ort Kräizstrachen), welcher vom Urbanismusbüro Espace et Paysages aus Esch/Alzette im Namen von Herrn Paul Schiltz eingereicht wurde.

Das Projekt wurde gemäss den Bemerkungen des Gutachtens der „Cellule d'évaluation de la Commission d'aménagement“ vom 15. Oktober 2015 angepasst. Gemäss Artikel 30 des modifizierten Gesetzes vom 19. Juli 2004 betreffend die kommunale Gestaltung und urbane Entwicklung muss das Projekt dem Gemeinderat zur endgültigen Genehmigung vorgelegt werden.

| VOTE / ABSTIMMUNG | | |
|--|----------------------------------|--------------------------------|
| Oui / Ja | Non / Nein | Abstention(s) / Enthaltung(en) |
| Erny Fisch Tom Jungen Marianne Pesch-Dondelinger Renée Quintus-Schanen Edy Reding Jean-Paul Reiter Erny Strecker | Eugène Berger Sandra Flammang | Nadine Brix |

9.1

Allocation d'un subside extraordinaire

Allocation d'un subside extraordinaire au Centre d'intervention Bettembourg à titre de soutien financier de l'acquisition d'un appareil permettant de suivre un moniteurage (ECG), d'établir une prise de la tension artérielle en continu, un mesurage de l'oxygène et le contrôle de la fréquence respiratoire. Montant du subside à allouer : 3.600,00 €.

9.1

Gewährung einer außerordentlichen Beihilfe

Gewährung einer außerordentlichen Beihilfe an das „Centre d'intervention Bettembourg“ als finanzielle Unterstützung für die Anschaffung eines EKG-Gerätes, welches eine dauerhafte Blutdruckmessung, die Sauerstoffmessung und die Kontrolle der Atmungsfrequenz ermöglicht. Betrag der Beihilfe: 3.600,00 €.

9.2

Allocation d'un subside extraordinaire

Allocation d'un subside extraordinaire à l'Harmonie Municipale de Roeser à titre de soutien financier de l'acquisition de nouvelles chaises pour la salle de musique. Montant du subside à allouer : 2.500,00 €.

9.2

Gewährung einer außerordentlichen Beihilfe

Gewährung einer außerordentlichen Beihilfe an die „Harmonie Municipale“ aus Roeser als finanzielle Unterstützung für die Anschaffung von neuen Stühlen für den Musiksaal. Betrag der Beihilfe: 2.500,00 €.

10.1

Décompte de travaux - Aménagement de plaines de jeux

Décompte définitif établi le 30 novembre 2015 et arrêté par le collège le 10 décembre 2015 à 24.462,23 €. Le décompte concerne les travaux d'aménagement d'un terrain de sports à Roeser.

10.1

Abrechnung von Arbeiten – Gestaltung von Spielplätzen

Endgültige Abrechnung, welche am 30. November 2015 erstellt wurde und am 10. Dezember 2015 vom Schöffenrat angenommen wurde. Die Abrechnung beläuft sich auf 24.462,23 €. Die Abrechnung betrifft die Einrichtung eines Sportplatzes in Roeser.

VOTE / ABSTIMMUNG

| Oui / Ja | Non / Nein | Abstention(s) / Enthaltung(en) |
|--|------------|--------------------------------|
| Eugène Berger Erny Fisch Sandra Flammang Tom Jungen Marianne Pesch-Dondelinger Renée Quintus-Schanen Edy Reding Jean-Paul Reiter Erny Strecker | - | Nadine Brix |

10.2

Décompte de travaux - Aménagement d'un trottoir dans la rue Méckenheck à Berchem

Décompte définitif établi le 8 décembre 2015 et arrêté par le collège le 10 décembre 2015 à 9.748,61 €. Le décompte concerne l'aménagement d'un trottoir dans la rue Méckenheck à Berchem.

10.2

Abrechnung von Arbeiten – Einrichtung eines Gehweges in der rue Méckenheck in Berchem

Endgültige Abrechnung, welche am 8. Dezember 2015 erstellt wurde und am 10. Dezember 2015 vom Schöffenrat angenommen wurde. Die Abrechnung beläuft sich auf 9.748,61 €. Die Abrechnung betrifft die Einrichtung eines Gehweges in der rue Méckenheck in Berchem.

VOTE / ABSTIMMUNG

| Oui / Ja | Non / Nein | Abstention(s) / Enthaltung(en) |
|--|------------|--------------------------------|
| Eugène Berger Erny Fisch Sandra Flammang Tom Jungen Marianne Pesch-Dondelinger Renée Quintus-Schanen Edy Reding Jean-Paul Reiter Erny Strecker | - | Nadine Brix |

11.0

Budget 2015 - Modification budgétaire

Alimentation et augmentation de crédit aux articles suivants :

- 3/242/601000/99001 : augmentation du crédit de 15.050,00 € pour permettre le

11.0

Haushalt 2015 – Abänderung im Haushalt

Speisung beziehungsweise Erhöhung der Kredite auf folgenden Haushaltsartikeln:

- 3/242/601000/99001: Erhöhung des Kredits um 15.050,00 € um die Zahlung

paiement des factures du mois de décembre 2015 suite à une fausse estimation du crédit nécessaire et afin de ne pas pénaliser les fournisseurs.

- 3/890/648110/99001 : augmentation du crédit de 100,00 € pour permettre le paiement de tous les subsides décidés par le conseil. Le dépassement de crédit est notamment dû à l'attribution d'un nouveau subside compensatoire, à savoir celui attribué à l'association « The Open End's asbl ».

von Rechnungen des Monats Dezember 2015 zu ermöglichen, nach einer falschen Abschätzung des notwendigen Kredits und um die Zulieferer nicht zu schädigen.

- 3/890/648110/99001: Erhöhung des Kredits um 100,00 € um die Zahlung von Subsidien, welche vom Gemeinderat genehmigt wurden, zu ermöglichen. Die Überschreitung des Kredits ist auf die Gewährung einer kompensatorischen Beihilfe an die Vereinigung „The Open End's“ zurück zu führen.

| VOTE / ABSTIMMUNG | | |
|--|----------------------------------|--------------------------------|
| Oui / Ja | Non / Nein | Abstention(s) / Enthaltung(en) |
| Erny Fisch Tom Jungen Marianne Pesch-Dondelinger Renée Quintus-Schanen Edy Reding Jean-Paul Reiter Erny Strecker | Eugène Berger Sandra Flammang | Nadine Brix |

12.0

Assainissement de la commune - Collecteurs (localité de Bivange - phase 5) - Projet définitif final

Projet définitif final relatif à l'assainissement de la localité de Bivange (phase 5 du projet d'assainissement de la commune de Roeser). Le dossier a été établi par le bureau d'études BEST le 22 octobre 2015.

12.0

Abwassereinigung der Gemeinde – Abscheider (Ortschaft Biwingen – Phase 5) – Endgültiges Projekt

Endgültiges Projekt betreffend die Abwasserreinigung der Ortschaft Biwingen (Phase 5 des Abwasserreinigungsprojekts der Gemeinde Roeser). Das Dossier wurde vom Planungsbüro BEST am 22. Oktober 2015 erstellt:

| | |
|---|---|
| Partie génie civil / Teil Bauingenieurswesen : | 1.477.000,00 € |
| Partie électromécanique / Teil Elektromechanik : | 425.000,00 € |
| Total des travaux / Summe der Arbeiten : | 1.902.000,00 € (HTVA / ohne Mehrwertst.) 2.225.340,00 € (TVAC / inkl. Mehrwertst.) |
| Honoraires et avis / Honorare und Gutachten : | 274.660,00 € (TVAC / inkl. Mehrwertst.) |
| Coût total du projet / Gesamtkosten des Projektes : | 2.500.000,00 € |

L'avant-projet a été approuvé par le conseil le 10 juin 2013 (avec un montant de 2.234.341,47 €) et par le Ministère du Développement Durable et des Infrastructures le 30 avril 2014. Le projet définitif a été approuvé par le conseil le 15/06/2015 (avec un montant de 2.520.000,00 €) et par le Ministère de l'Intérieur le 17 juillet 2015.

Das Vorprojekt sah einen Gesamtbetrag von 2.234.341,47 € vor und wurde am 10. Juni 2013 vom Gemeinderat und am 30. April 2014 vom Ministerium für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur genehmigt. Das endgültige Projekt, welches sich auf einen Gesamtbetrag von 2.520.000,00 € belief, wurde vom Gemeinderat am 15. Juni 2015 und vom Innenministerium am 17. Juli 2015 genehmigt.

13.0

Extension du cimetière de Crauthem – Devis

Devis relatif à l'extension du cimetière de Crauthem établi par le service technique communal le 1^{er} février 2016.

13.0

Erweiterung des Friedhofs in Crauthem - Kostenvoranschlag

Kostenvoranschlag betreffend die Erweiterung des Friedhofs in Crauthem, welcher am 1. Februar 2016 vom technischen Dienst erstellt wurde.

| | |
|--|--------------|
| Travaux préalables / Vorbereitende Arbeiten : | 11.250,00 € |
| Plateforme 6 / Plattform 6 : | 127.810,00 € |
| Plateforme 7 / Plattform 7 : | 229.760,00 € |
| Fourniture et montage de columbariums préfabriqués / Lieferung und Aufstellung von vorgefertigten Kolumbarien : | 280.000,00 € |
| Mise en place de fondations communes pour pierre de tombales / Einrichtung eines gemeinsamen Fundaments für Grabsteine : | 49.500,00 € |
| Création de points d'eau / Schaffung von Wasserstellen : | 13.375,00 € |
| Divers et imprévu / Verschiedenes und Unvorhergesehenes : | 10.000,00 € |
| Total HTVA / Summe ohne Mehrwertst. : | 721.695,00 € |
| Total TVAC / Summe inkl. Mehrwertst. : | 844.383,15 € |

14.0

Questions orales des conseillers

Jean-Paul Reiter :

Le nouveau parc Kolla est un franc succès. Je voudrai féliciter le collège échevinal pour la réalisation de ce projet. Cependant il y encore l'ancienne plaine de jeux dans la rue Emile Barthel à quelques centaines de mètres seulement du nouveau parc. Quels sont les projets du collège échevinal concernant cette plaine de jeux ?

Réponse du bourgmestre : Je vous remercie pour les compliments que je transmettrai avec plaisir aux responsables de la conception du parc Kolla. Concernant l'aire de jeux dans la rue Emile Barthel, nous avons déjà enlevé quelques installations de jeux, car elles étaient vétustes. Il est évident que nous ne pouvons pas entretenir une 2^e plaine de jeux se trouvant si proche du nouveau parc. Nous n'avons pas encore de projets concrets pour cet emplacement. Mais on pourrait éventuellement imaginer un lieu de rencontre pour les personnes habitant dans les environs ou une seconde piste de pétanque. Mais il n'y a pas encore de projet concret.

14.0

Mündliche Fragen der Gemeinderäte

Jean-Paul Reiter:

Der neue Park Kolla in Crauthem ist ein voller Erfolg. Ich möchte den Schöffenrat für die Realisierung dieses Projektes beglückwünschen. Allerdings besteht noch der alte Spielplatz in der rue Emile Barthel, nur wenige hundert Meter von dem neuen Park entfernt. Was hat der Schöffenrat mit diesem Spielplatz vor?

Antwort des Bürgermeisters: Ich bedanke mich für Ihre Glückwünsche zu dem neuen Park und werde dies gerne an die Verantwortlichen für die Konzeption des Parks weiterleiten. Was den Spielplatz in der rue Emile Barthel anbelangt, mussten wir bereits einige Spiele entfernen, da diese defekt waren. Natürlich können wir keinen 2. Spielplatz unterhalten, welcher so nah an dem neuen Park liegt. Wir haben noch keine konkreten Pläne für diesen Platz. Man könnte sich einen Begegnungsplatz für die Anwohner vorstellen oder eventuell eine 2. Piste für Petanquespieler. Aber wie gesagt, wir haben noch keine konkreten Pläne.

Erny Strecker :

Je reviens à ma question du 11 mai 2015 concernant les portes coupe-feu dans le bâtiment du foyer Eist Heem à Berchem. Est-ce qu'il y a du nouveau dans ce dossier ? Ces portes ne s'ouvrent qu'avec l'emploi de beaucoup de force et certaines personnes âgées n'arrivent pas à les ouvrir. J'avais demandé si on ne pourrait pas prévoir un autre système.

Réponse du bourgmestre : Il est possible que ceci est prévu dans le projet d'extension du Club Senior Eist Heem qui sera réalisé en 2016. Mais je ne suis pas sûr. On transmettra votre demande au service technique et vous recevrez une réponse écrite.

Eugène Berger :

Il y a un certain nombre de rues dans notre commune où la vitesse est limitée à 30 km/h. Je pense notamment à la rue de Kockelscheuer à Bivange où les habitants se plaignent de la vitesse de la circulation. Est-ce que les services de la Police effectuent des contrôles réguliers à ces endroits ? Dans l'affirmative, ne serait-il pas opportun d'analyser les résultats de ces contrôles et de faire un bilan pour voir quelles mesures pourraient-être efficaces ?

Réponse du bourgmestre : Nous demanderons à la Police d'avoir les statistiques sur les contrôles dans notre commune. Je sais que la Police a effectué un certain nombre de contrôles, notamment dans la rue de Kockelscheuer et dans plusieurs autres rues limitées à 30 km/h, à la demande du collège et suite à des réclamations d'habitants. Les responsables de la Police m'ont d'ailleurs aussi confirmé que c'est souvent les habitants de la rue concernée respectivement d'une rue avoisinante qui ne respectent pas la limitation de la circulation. En ce qui concerne la rue de Kockelscheuer, il faut dire que cette rue est très large, ce qui incite à conduire plus rapidement. C'est la raison pour laquelle nous avons réalisé, il y a quelques années, des bandes de stationnement sur les côtés. Mais il n'y a que très peu de voitures stationnées pendant les heures de pointe. La rue de Kockelscheuer est une des rues prévues pour un réaménagement dans un avenir proche. Mais nous demanderons à la Police d'avoir les statistiques. Dans un souci de flexibilité,

Erny Strecker:

Ich komme auf meine Frage vom 11. Mai 2015 betreffend die Feuerschutztüren im Club Senior Eist Heem zurück. Gibt es Neuigkeiten in diesem Dossier? Die Türen sind ja hier ziemlich schwergängig und viele ältere Personen können sie nicht alleine öffnen. Ich hatte gefragt, ob man nicht ein anderes System vorsehen könnte.

Antwort des Bürgermeisters: Es ist möglich, dass dies innerhalb des Projektes zur Erweiterung des Club Senior Eist Heem vorgesehen ist, welches 2016 ausgeführt wird. Aber ich bin mir nicht sicher. Wir werden Ihre Anfrage an den technischen Dienst weiterleiten und Sie erhalten eine schriftliche Antwort.

Eugène Berger:

Wir haben einige Straßen in der Gemeinde, wo die Geschwindigkeit auf 30 km/Stunde begrenzt wurde. Ich denke beispielsweise an die rue de Kockelscheuer in Biwingen, wo die Anwohner sich beschweren, dass viele Autofahrer sich nicht an die Begrenzung halten. Werden hier regelmäßig Kontrollen durch die Polizei durchgeführt? Wenn Ja, wäre es dann nicht interessant, die Resultate dieser Kontrollen zu analysieren und Bilanz zu ziehen, welche Maßnahmen erfolgreich sind und welche nicht?

Antwort des Bürgermeisters: Wir werden die Polizei bitten, uns die Statistiken über die Kontrollen in unserer Gemeinde zur Verfügung zu stellen. Ich weiß, dass die Polizei mehrmals Kontrollen durchgeführt hat, in der rue de Kockelscheuer und auch in anderen Straßen, auf Anfrage des Schöffenrats nachdem Anwohner reklamiert hatten. Die Verantwortlichen der Polizei haben mir auch gesagt, dass es oft die Anwohner selbst beziehungsweise die Einwohner von angrenzenden Straßen sind, welche sich nicht an die Begrenzungen halten. Was die rue de Kockelscheuer anbelangt, muss man auch sagen, dass diese Straße sehr breit ist, was zu einer schnellen Fahrweise anregt. Deshalb haben wir vor einigen Jahren Parkstreifen angelegt. Es stehen jedoch sehr wenig Autos in diesen Streifen während der Hauptverkehrszeiten. Diese Straße soll auch in nächster Zukunft erneuert werden. Wir werden die Polizei jedoch bitten, uns die Statistiken zur Verfügung zu stellen. Vielleicht wäre es auch interessant, wenn wir ein

il serait éventuellement même opportun d'acquérir un appareil viacount pour faire des analyses sur la vitesse et le nombre de passages nous-mêmes.

Nadine Brix :

Ma première question concerne le même thème. Je voulais justement demander s'il ne serait pas opportun d'acquérir un appareil via-count. La commune de Hespérange possède un tel appareil.

Nadine Brix :

A Crauthem, vis-à-vis de l'entrée de l'école il y a un pavillon où le personnel du PédiBus attend les enfants sortant de l'école. Est-ce qu'il ne serait pas possible de prévoir un autre revêtement du sol à cet endroit, car par période de pluies il y a beaucoup de boue. On pourrait mettre du sable ou du gravier.

Réponse du bourgmestre : Nous transmettons votre proposition à notre service technique.

Nadine Brix :

La troisième question concerne le projet « shared space ». Il y a maintenant un certain nombre de communes qui ont réalisé un tel projet. Est-ce qu'il ne serait pas opportun de contacter les communes qui ont déjà réalisé un tel projet pour s'informer sur d'éventuels problèmes et pour éviter de copier des erreurs de conception ? Nous nous sommes également interrogés sur la taille du projet dans notre commune. Est-ce que le shared-space serait limité au tronçon de rue devant la mairie ou est-ce qu'il sera prolongé jusqu'aux nouveaux commerces qui seront réalisés aux alentours de la boulangerie ?

Réponse du bourgmestre : Il n'y a pas encore de planification concrète pour le projet « shared space ». J'ai toujours dit qu'il faudra d'abord modifier le carrefour rue Schlammesté/Grand-rue/rue d'Alzingen avant de commencer la conception du « shared space ». En outre, nous avons déjà eu une entrevue avec le bureau d'études qui réalisera le contournement de Hesperange, car ce projet aura certainement une incidence sur la circulation dans notre commune. On pourrait éventuellement imaginer

Viacount-Gerät kaufen würden. In diesem Fall könnten wir selbst Analysen über die Geschwindigkeit und die Anzahl der Fahrzeuge durchführen.

Nadine Brix:

Meine erste Frage betrifft dasselbe Thema. Ich wollte tatsächlich fragen, ob die Gemeinde nicht ein Viacount-Gerät kaufen könnte. Die Gemeinde Hesperingen besitzt ein solches Gerät.

Nadine Brix:

In Crauthem, gegenüber des Eingangs der Schule befindet sich ein Pavillon, wo das Personal des PédiBus auf die Schüler wartet. Wäre es nicht möglich, den Bodenbelag an dieser Stelle zu ändern, denn bei schlechtem Wetter entsteht viel Schlamm. Man könnte Sand oder Kies vorsehen.

Antwort des Bürgermeisters: Wir werden Ihren Vorschlag an den technischen Dienst weiterleiten.

Nadine Brix:

Meine 3. Frage betrifft das Projekt „shared space“. Es gibt heute eine Reihe Gemeinden, welche ein solches Projekt umgesetzt haben. Wäre es nicht opportun, diese Gemeinden zu kontaktieren um sich über eventuelle Probleme zu informieren und um Planungsfehler zu vermeiden? Wir haben uns ebenfalls gefragt, welches das Ausmaß des Projektes in unserer Gemeinde ist. Wird das Shared-Space Projekt auf den Straßenbereich vor dem Gemeindehaus begrenzt oder wird es bis zu den neuen Geschäften, welche bei der Bäckerei entstehen, verlängert?

Antwort des Bürgermeisters: Soweit ist die Planung noch nicht fortgeschritten. Ich habe immer gesagt, dass wir zuerst den Kreuzungsbereich rue Schlammesté/Grand-rue/rue d'Alzingen umgestalten müssen, ehe wir die Planung am „shared space“ beginnen können. Ferner hatten wir bereits eine Unterredung mit dem Planungsbüro, welches die Umgehung von Hesperingen plant, da diese Umgehung sicherlich einen Einfluss auf den Verkehr in unserer Gemeinde haben wird. Man könnte sich auch eine Umklassierung der Grand-rue und der rue de Weiler in

le déclassement de la Grand-rue et de la rue de Weiler à Crauthem. Pour le moment il s'agit de CR de l'état et on pourrait imaginer de les déclasser comme rues communales ce qui permettrait encore d'autres opportunités. Après on pourra se consacrer à la conception du « shared space ». Un premier avant-projet réalisé il y a plusieurs années se limitait au tronçon de rue devant la mairie. Mais ce projet devra évidemment être adapté suite aux expériences faites dans d'autres communes luxembourgeoises.

Erny Fisch :

Il y a un dépôt d'ordures à Kockelscheuer à gauche du café. Il s'agit de palettes de bois, d'une vieille chaudière, de pneus etc. Est-ce que le collège échevinal ne pourrait pas intervenir pour que ce dépôt soit enlevé ?

Réponse du bourgmestre : Nous demanderons à notre conseiller écologique d'aller voir sur place et de faire le nécessaire pour que ce dépôt soit enlevé. Au pire il faudra déposer plainte à la Police.

Sandra Flammang :

J'avais prévu de poser des questions concernant la procédure du nouveau PAG. Cependant vous avez déjà répondu à une partie de mes questions lors des communications au début de la séance. Vous avez dit que les réclamants seront entendus lors d'auditions devant le collège échevinal. S'agit-il d'auditions individuelles ? Combien de temps est prévu pour chacune de ces auditions ? Est-il possible de se faire assister lors des auditions ?

Réponse du bourgmestre : Il s'agit en principe d'auditions individuelles. Nous avons cependant regroupés les réclamants des mêmes familles (il y a plusieurs familles où le père, la mère et les enfants ont introduit la même réclamation) et les réclamations de type « Biergerinitiativ ». Nous avons prévu une durée moyenne de 20 minutes pour chacune des auditions, sauf pour les auditions de groupes du type « Biergerinitiativ » où nous avons prévu un peu plus de temps (30 minutes). En ce qui concerne votre question concernant l'assistance, il faut dire que ceci est uniquement possible pour les réclamations qui avaient été introduites par le biais d'un avocat.

Crauthem vorstellen. Im Moment handelt es sich hierbei um Staatsstraßen. Man könnte sie in Gemeindestrassen umklassieren, was wiederum andere Möglichkeiten erlaubt. Danach können wir dann das „share-space“ planen. Ein erstes Vorprojekt, welches vor vielen Jahren erstellt wurde, war auf den Straßenbereich vor dem Gemeindehaus begrenzt. Dieses Projekt muss jedoch angepasst werden, auch nach den Erfahrungen, welche in den anderen Gemeinden gemacht wurden.

Erny Fisch:

Es besteht eine illegale Mülldeponie in Kockelscheuer, linkseitig vom Café. Hier liegen Paletten, eine alte Heizung, Reifen, usw. Kann der Schöffenrat hier nicht etwas unternehmen, damit diese Deponie verschwindet?

Réponse du bourgmestre: Wir werden unseren Umweltberater bitten, sich ein Bild vor Ort zu machen und dafür zu sorgen, dass diese Deponie verschwindet. Notfalls müssen wir Klage bei der Polizei einreichen.

Sandra Flammang:

Ich hatte mehrere Fragen zur Prozedur zu Erneuerung des Allgemeinen Bebauungsplans. Allerdings haben Sie bereits auf mehrere Fragen geantwortet in den Mitteilungen des Schöffenrats am Anfang der Sitzung. Sie haben gesagt, dass die Reklamanten vom Schöffenrat gehört werden. Handelt es sich hierbei um Einzelanhörungen? Wieviel Zeit ist vorgesehen für jede Anhörung? Kann man sich bei den Anhörungen assistieren lassen?

Antwort des Bürgermeisters: Es handelt sich im Prinzip um Einzelanhörungen. Allerdings haben wir die Beschwerden derselben Familien gruppiert (bei mehreren Familien haben der Vater, die Mutter und die Kinder dieselbe Beschwerde eingereicht). Ebenso sind wir mit den Beschwerden vom Typ „Bürgerinitiative“ verfahren. Wir haben jeweils 20 Minuten für die Einzelanhörungen vorgesehen, für die Gruppenanhörungen beim Modell „Bürgerinitiative“ wurden 30 Minuten veranschlagt. Was Ihre Frage betrifft die Assistenz anbelangt, so ist dies nur dann möglich, wenn die Beschwerde auch durch einen Anwalt eingereicht wurde.

15.0Séance secrète : Promotion d'un fonctionnaire

Promotion d'un ingénieur-technicien à un grade supérieur à partir du 1^{er} mars 2016. Les conditions définies au règlement grand-ducal du 4 avril 1964 étant remplies.

15.0Geheimsitzung: Beförderung eines Beamten

Beförderung eines technischen Ingénieurs in eine höhere Laufbahn. Die Bedingungen des grossherzoglichen Reglements vom 4. April 1964 sind erfüllt.

Séance publique / Öffentliche Sitzung

05.10.2015

RECTIFICATIF

Une erreur concernant le résultat du vote du point 5 de l'ordre du jour de la séance du conseil communal du 5 octobre 2015 s'est glissée dans le rapport publié dans le bulletin « De Buet No 6/2015 » (page 22). Veuillez trouver ci-dessous le rectificatif. Nous vous prions d'excuser cette erreur.

RICHTIGSTELLUNG

Ein Fehler ist unterlaufen bei der Publikation des Abstimmungsresultates von Punkt 5 der Tagesordnung der Sitzung vom 5. Oktober 2015, welche im Gemeindeblatt "De Buet No 6/2015" (Seite 22) veröffentlicht wurde. Anbei die Verbesserung. Wir bitten diesen Fehler zu entschuldigen.

5.0

*Autorisation de la vente
d'un terrain par les Fabriques d'église
de Bettembourg et Abweiler, cure de Livange*

5.0

*Genehmigung des Verkaufs
eines Geländes durch die Kirchenfabrik
Bettemburg und Abweiler, Pfarrei Liwingen*

VOTE / ABSTIMMUNG

| Oui / Ja | Non / Nein | Abstention(s) / Enthaltung(en) |
|--|----------------------------------|----------------------------------|
| Erny Fisch Tom Jungen Marianne Pesch-Dondelinger Renée Quintus-Schanen Edy Reding Jean-Paul Reiter Erny Strecker | Nadine Brix Pierre Schumacher | Eugène Berger Sandra Flammang |

Chaque groupement politique peut s'exprimer sur une page du bulletin communal « De Buet » pour chaque séance du conseil communal pour expliquer son vote et présenter son point de vue concernant les points figurant à l'ordre du jour.

Jede politische Partei verfügt über eine Seite im Gemeindeblatt „De Buet“ pro Gemeinderatssitzung, um ihr Abstimmungsverhalten zu begründen beziehungsweise ihre Standpunkte zu einzelnen Punkten der Tagesordnung zu erklären.

Stellungnahme zur Gemeinderatssitzung vom 15. Februar 2016



LSAP Fraktiou
Gemeng Réiser

Zu Punkt 8.1 - Punktuelle Abänderung des Teilbebauungsplans – Ort „Kräizstrachen“ in Peppingen

Die 5 Mitglieder der LSAP-Fraktion bedauern, dass die Änderung des PAP's (Teilbebauungsplan) auf Anfrage eines der Bauherren und Eigentümer erfolgt ist, nachdem schon mehr als 37 Parteien auf den besagten Grundstücken nach den Bestimmungen des aktuellen PAP gebaut hatten. Diese Änderung des PAP ist leider erst in der Schlussphase des Bauprojekts erfolgt.

Durch diese Änderung des PAP wurden 2 Baugrundstücke in einem Los zusammengefügt, was das vorgesehene Bauvolumen für ursprünglich 2 Häuser verkleinert hat. Aber dem Bauherren des somit größeren Grundstücks wurden dadurch auch, de facto und je nach Bauweise, eine Reihe zusätzlicher Gestaltungsmöglichkeiten gegenüber den anderen Eigentümern eingeräumt.

Gemäß seinen gesetzlichen Verpflichtungen, hat der Schöfferrat das Genehmigungsverfahren eingeleitet, da der Änderungsantrag konform zum aktuell gültigen Allgemeinen Bebauungsplanes (PAG) ist und der betreffende Bauherr von seinem Recht gemäß der aktuell gültigen Gesetzgebung gehandelt hat.

Nachdem den Bemerkungen der "cellule d'évaluation" Rechnung getragen wurde und aus der öffentlichen Anhörung keine Reklamation erfolgt ist, bleibt den Gemeinderäten nur die Möglichkeit den gesamten Antrag entweder ganz abzulehnen oder anzunehmen.

Fakt ist, dass kein einziger Einwand seitens der Bevölkerung erfolgt ist, der Bauherr nur von seinem gesetzlich eingeräumten Recht Gebrauch gemacht hat und es schlussendlich weder fair, noch einen juristisch fundierten Grund gegeben hätte, diesen Antrag abzulehnen.

Die Vertreter der LSAP im Gemeinderat haben sich demnach, nach reiflicher Überlegung, entschieden dem Antrag des betreffenden Bauherren doch stattzugeben auch wenn sie nach wie vor bedauern, dass dadurch, mitten in einer noch nicht abgeschlossenen Bauphase, eine veränderte Rechtslage entstehen wird.

Prise de position concernant la séance du conseil communal du 15 février 2016

Conct. point 8.2 - modification ponctuelle du plan d'aménagement particulier à Peppange au lieu-dit « Kräizstrachen »

Les 5 représentants du LSAP regrettent la modification du PAP intervenue à l'initiative d'un des auteurs, maître d'ouvrage et propriétaire, après que plus de 37 ménages aient déjà construit sur les terrains en question d'après les dispositions du PAP en vigueur. Cette modification du PAP n'intervient malheureusement qu'en fin de réalisation du projet immobilier.

Cette modification du PAP fusionne 2 terrains en un seul lot; le volume de construction s'en trouvera, certes, réduit en ce qui concerne deux habitations. Mais le propriétaire du plus grand terrain disposera, selon le mode de construction choisi, d'une série de possibilités d'aménagements supplémentaires par rapport aux droits accordés initialement aux autres propriétaires concernés.

Conformément à ses obligations légales, le collège échevinal a lancé la procédure alors que les demandes de modifications étaient conformes au PAG actuellement en vigueur.

Le propriétaire a de son côté, et comme il en avait parfaitement le droit, introduit une demande de modification du PAP.

Alors que les remarques de la cellule d'évaluation ont toutes été prises en compte et que, pendant l'enquête publique aucune réclamation n'a émané de la population, le conseil communal n'a dès lors que le choix de refuser ou d'accorder le projet dans son intégralité.

En effet, dans ce cas précis, en l'absence de réclamation formelle déposée endéans les délais légaux, le propriétaire ayant profité de son droit légal, il n'aurait donc été ni équitable ni propice de refuser une telle demande.

Les représentants du LSAP ont donc, après mûres réflexions, décidé d'approuver le projet, même s'ils ne peuvent que regretter la nouvelle situation légale créée en fin de projet immobilier.

Chaque groupement politique peut s'exprimer sur une page du bulletin communal « De Buet » pour chaque séance du conseil communal pour expliquer son vote et présenter son point de vue concernant les points figurant à l'ordre du jour.

Jede politische Partei verfügt über eine Seite im Gemeindeblatt „De Buet“ pro Gemeinderatssitzung, um ihr Abstimmungsverhalten zu begründen beziehungsweise ihre Standpunkte zu einzelnen Punkten der Tagesordnung zu erklären.

Position der CSV-Fraktion zu der Gemeinderatssitzung vom 15.02.2016



CSV Fraktion
Gemeng Réiser

Zum Punkt 5.0 Conventions relatives à la plantation d'arbres

Das Interkommunale Syndikat für Naturschutz und Landschaftspflege „SICONA-Ouest“ dem die Gemeinde Roeser auch angehört, hat mit Landwirten der Gemeinde Roeser Kontakt aufgenommen um im Rahmen ihres jährlichen Programms Bäume und Hecken zu pflanzen mit dem Ziel der Erhaltung von Fauna und Flora.

Im Zuge dieser Aktion werden auf Kosten der Gemeinde u.a. auch auf einem Grundstück der CSV-Schöffin und Landwirtin Marianne Pesch-Dondelinger 4 Eichen gepflanzt.

Aus diesem Grund hat die Schöffin nicht an der Abstimmung die Konventionen mit den Landwirten betreffend teilgenommen und den Tisch verlassen.

Zum Punkt 7.0. Partenariat de cours d'eau « Bassin supérieur de l'Alzette » - Adhésion des communes de Kayl et de Mondercange

Le partenariat de cours d'eau « Bassin supérieur de l'Alzette » a été initié par les communes de Schifflange, Esch/Alzette, Bettembourg, Sanem et de Roeser en 2012 avec le but d'associer les acteurs du secteur de l'eau et le public en vue de les former et de les sensibiliser visant la conservation ou l'amélioration de la qualité d'eau.

L'échevine Marianne Pesch-Dondelinger qui représente la Commune de Roeser dans ce partenariat a souligné l'importance de l'adhésion des communes de Kayl et de Mondercange. La fraction de CSV espère que d'autres communes qui appartiennent en totalité ou en partie au bassin versant de l'Alzette supérieur respectivement même des communes françaises longeant l'Alzette ou ses affluents adhèrent au partenariat prochainement.

Zum Punkt 8.2. Plans d'aménagement particuliers à Peppange – lieudit Kräizstrachen (Modification)

Bei diesem Punkt handelt es sich um Veränderungen in Bezug auf zwei Bauplätze eines bereits bestehenden PAP.

Im Rahmen der Gesetzgebung besteht die Möglichkeit eine solche Änderung zu beantragen. Die « Cellule d'évaluation de l'aménagement communal et de développement urbain » hat mit Einstimmigkeit festgestellt, dass die Änderung laut Artikel 30 des abgeänderten Gesetzes vom 19. Juli 2004 bezüglich der kommunalen Bebauung konform ist.

Innerhalb der gesetzlich festgelegten Reklamationszeit sind keine Beanstandungen erhoben worden.

Aus diesen obengenannten Gründen hat die CSV-Fraktion im Gemeinderat dieser Abänderung nach längeren CSV-internen Diskussionen zugestimmt, da sie in jedem Punkt gesetzeskonform ist.

Chaque groupement politique peut s'exprimer sur une page du bulletin communal « De Buet » pour chaque séance du conseil communal pour expliquer son vote et présenter son point de vue concernant les points figurant à l'ordre du jour.

Jede politische Partei verfügt über eine Seite im Gemeindeblatt „De Buet“ pro Gemeinderatssitzung, um ihr Abstimmungsverhalten zu begründen beziehungsweise ihre Standpunkte zu einzelnen Punkten der Tagesordnung zu erklären.

”DP Fraktiou am Réiser Gemengerot“ 15.Februar 2016



DP Fraktiou
Gemeng Réiser

Punkt 3.0 Verkafsaakt vun Terrain vun der Kirchefabrik zu Léiweng

D'DP huet präziséiert, dat hiren Vote zu dem Verkaf vun engem Terrain vun der Kirchefabrik am offiziellen Buet falsch präsentéiert ginn as, an och an engem Flyer vun enger Partei falsch duergeluecht ginn as. D'DP enthält sech generel bei den Voten wou et èm Geschäft zwëschen Privatléit geet. D'DP huet nach eng Kéier éinnerstrach, dat si fir den Projet vum Centre de mobilité zu Léiweng as, well dest am Interessi vun neien Aarbechtsplazens as an och en nohaltegen Projet fir di lokal an national Ekonomie duerstellt.

Punkt 8.2 Modifikatioun vum PAP an Kraïzstrachen-Pëppeng

2011 gouf vun der Majoritéit en iwwerschafften PAP fir de Lotissement Kraïzstrachen gestëmmt, well an der éischter Versioun déi gesetzlech obligatoresch « Logements à coût modéré » net ageplangt waren. Den Schäfférod hat deemols net vun séngem Recht Gebrauch gemach, fir vum Promoteur Terrain ze froen, fir eng Spillplaz kënnen ze installéieren. Mam PAP sollt en néit urbanistescht Konzept emgesat ginn. Et sollten exklusiv "maison jumelées" gebaut ginn, een Haus pro Parzell, fir eng gewëss Baudicht ze erréchen, an fir dat eng greisst méiglech Zuel vun Familjen sech do kéinten nidderlossen. D'LSAP-CSV Koalitioun huet awer an der Sëtzung vum 15. Februar elo eng Ausnahm zum PAP gestëmmt fir dem perséinlechen Wonsch vun engem gréisseren Propriétaire an Promoteur vum Lotissement gerecht ze gin. D'DP as net domadd averstann, dat elo an dësem Lotissement individuel Wënsch, déi awer net an den bestehenden PAP passen, erlابت ginn. D'DP huet kritiséiert, dat mat "Extrawurschten" an Décisiounen "à la carte" am Interessi vun Promoteuren an verschiddenen Propriétaires, vun der Majoritéit keng kohärent an sozial gerecht Bautelepolitik gemach get.

Point 3.0 Acte de vente relatif à la vente d'un terrain par les Fabriques d'église de Bettembourg et Abweiler, cure de Livange

Les conseillers DP ont profité de l'occasion pour rectifier leur vote précédent sur le sujet, lequel a été confondu avec celui de la fraction de « déi gréng », et pour contrer toute accusation d'incohérence à leur encontre. Le DP avait motivé son abstention lors du vote relatif à l'autorisation de la vente par des considérations portant sur une réglementation des actes de l'église désuète. Par la même occasion, le DP a souligné une fois de plus son support à l'aménagement d'un centre de mobilité auquel ces terrains sont destinés, vu la création de nouveaux emplois et l'intérêt d'un projet durable pour l'économie locale et même nationale.

Point 8.2 Modification ponctuelle du PAP « Kraïzstrachen » à Peppange

En décembre 2011, la majorité a approuvé la convention d'exécution du plan d'aménagement particulier du lieudit « Kräizstrachen » à Peppange. La convention initiale avait été rejetée du fait qu'elle ne prévoyait pas de logements à coût modéré et était donc en infraction par rapport à la législation sur l'aménagement communal et le développement urbain. Le PAP voté définissait un concept urbanistique homogène avec une maison par parcelle, regroupées en maisons jumelées, afin de permettre un maximum de logements. Or, dans la séance du conseil communal de ce 15 février, la majorité a voté pour une modification ponctuelle du PAP en faveur d'un important propriétaire et promoteur du lotissement. Le DP revendique qu'on en finisse enfin avec ce favoritisme envers les promoteurs, les décisions à la tête du client et le mépris des citoyens dits normaux, lesquels ne contribuent certainement pas à l'exercice d'une politique d'urbanisation cohérente et socialement équitable.